

G8 / G20, des machines contre les peuples...



D'abord G6 à sa création en 1975, puis G7 et G8 en 1998 avec l'arrivée de la Russie, le club sélect des grands de ce monde a pour but de maintenir la domination de ces pays sur la marche de la planète capitaliste.

Au début du XXI^e siècle, devant l'émergence de nouveaux pays pesant fortement dans l'économie mondiale (notamment Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud et Mexique), s'est créé un G20 composé des membres du G8, des cinq pays précédemment cités auxquels s'ajoutent l'Argentine, la Corée du Sud, l'Indonésie, l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Australie et l'Union Européenne.

Ce G20 représente 90 % du PIB mondial, 85 % du commerce dans le monde et les deux tiers de la population de la planète. Avec la nouvelle crise qui secoue les économies développées depuis 2008, le G20 gagne en importance. Il est clair que ce que les capitalistes appellent la « gouvernance mondiale » ne peut s'exercer qu'à travers le G20.

Quid alors du G8 ? Il existe encore comme un club des riches mais il apparaît improbable qu'il puisse prendre une quelconque décision économique sans l'accord de la Chine. La dernière réunion des ministres des finances a surtout prouvé qu'entre la zone euro, les États Unis et la Chine, voire le Japon, la guerre économique faisait rage.

Et les peuples dans tout ça ? Ils n'ont rien à attendre de telles instances qui n'ont aucune légitimité et concentrent la puissance. La démocratie et le progrès social n'ont jamais été des préoccupations de ces sommets. Dès le début, la contestation de ces réunions a été criminalisée par les autorités des pays qui les organisaient. Soit en les réunissant dans des lieux hors d'accès, soit en réprimant le mouvement comme à Gênes en 2001.

Une estrade pour Sarkozy

En novembre dernier, la France a récupéré la présidence du G8 et du G20 et va donc organiser ces sommets respectivement en mai à Deauville et novembre à Cannes.



L'appel de la coalition nationale précise : « Les sommets passent, et les crises économique, financière, écologique et sociale persistent. Les derniers G8 et G20 (de Pittsburgh 2009 et de Toronto 2010) n'ont apporté aucune réponse réelle à ces crises. Au contraire, tout laisse à penser qu'ils ont d'abord cherché à relégitimer les acteurs et les mécanismes à l'origine de ces crises, tout en faisant payer la note aux citoyens. »

En effet, depuis quelques temps déjà, le G20 proclame sa volonté de tirer toutes les leçons de la crise, de « réguler le capital financier » voire de refonder un nouvel ordre économique mondial. Les mesures qui devaient être débattues sont nombreuses : remise en cause du niveau de rémunération des traders, contrôle des opérations spéculatives, renforcement des règles prudentielles pour les banques, suppression des paradis fiscaux, taxation de la finance et dernièrement, refonte du système monétaire...

Sans surprise, le G20 a échoué dans chacun de ces domaines. Cet échec est lié à des divisions internes et à la défense des intérêts de chacun mais surtout au refus de remettre en cause la primauté et l'intégrité des marchés financiers. La crise est interprétée non pas comme un résultat inévitable de la logique des marchés dérégulés, mais comme l'effet de l'irresponsabilité de certains acteurs

financiers mal encadrés par les pouvoirs publics !

En particulier, les réformes refusent toute mesure (taxe par exemple) qui réduirait le volume global des transactions financières ou qui conduirait à la séparation des banques de dépôt et de crédit et réduirait la taille des institutions financières.

De plus, le FMI est placé au cœur du dispositif : la principale mesure concrète du G20 de Londres fut la décision de doter le FMI de ressources nouvelles très importantes, à hauteur de mille milliards de dollars dont la moitié sous forme de droits de tirage spéciaux, pour financer les pays en difficulté. Cette relance du FMI a été effectuée sans aucune réforme de l'institution qui est devenu, à la faveur de la crise de l'euro au premier semestre 2010 et à la demande expresse de la Commission et des dirigeants européens, le chef d'orchestre de plans d'ajustement structurel d'une rare brutalité au cœur même de l'Europe.

Les mobilisations : Les peuples, pas la finance !

Le G8 se déroulera les 21 et 22 mai à Deauville, cité qui sera interdite aux manifestations. Le G20 lui se tiendra à Cannes du 4 au 6 novembre et là encore la ville mais aussi près de 30 km de littoral seront interdits à toute manifestation.

Au plan national la riposte s'organise avec un collectif large – la coalition G8-G20 – regroupant un large spectre syndical (FSU, Solidaires, CGT et Confédération Paysanne), politique (NPA, PCF, GU, PG, Les Alternatifs, Europe Écologie...) et associatif (CRID, ATTAC, Survie, CIMADE, CCFD, OXFAM...) avec des déclinaisons locales en Normandie et dans les Alpes Maritimes.

Des manifestations diverses s'organisent avec la volonté d'articuler les résistances contre les impacts de la crise, les plans d'austérité et les enjeux liés à l'agenda des sommets eux-mêmes. ●

OLIVIER SILLAM



PHOTO : D.R.